



CAISSE
D'ÉPARGNE

ess
France

Chambre
française
de l'Économie
Sociale et
Solidaire



CONJONCTURE DE L'EMPLOI DANS L'ESS EN FRANCE



SITUATION AU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Pour rappel, l'ESS en France c'est :

2,7
millions
de salariés

13,7 %
des emplois
salariés du
secteur privé

152 000
entreprises
employeuses sur
tous les territoires

Observatoire national de l'ESS,
d'après INSEE-Flores 2021



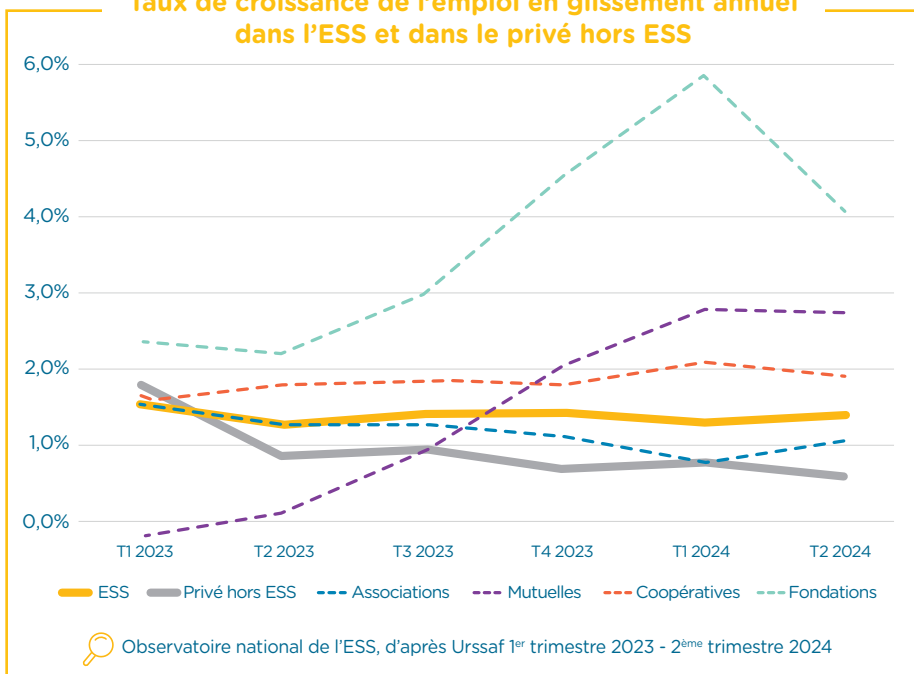
UNE CROISSANCE DES EFFECTIFS QUI SE MAINTIENT

+ 31 257



c'est le solde net
d'emplois dans
l'ESS sur un an
à fin juin 2024

Taux de croissance de l'emploi en glissement annuel
dans l'ESS et dans le privé hors ESS



La trajectoire de croissance des effectifs de l'ESS se stabilise autour de +1,4% d'emplois sur 1 an au premier semestre 2024. Un rythme deux fois plus soutenu que la tendance observée ces 10 dernières années.

Les associations concourent pour 1% à la croissance des effectifs de l'ESS dont le rythme est tiré par les autres familles juridiques.

La croissance des effectifs hors ESS est plus lente, signe que l'économie française a continué de croître à un rythme modéré avec notamment une consommation des ménages qui reste atone et un investissement qui a reculé¹.



UNE CONCENTRATION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

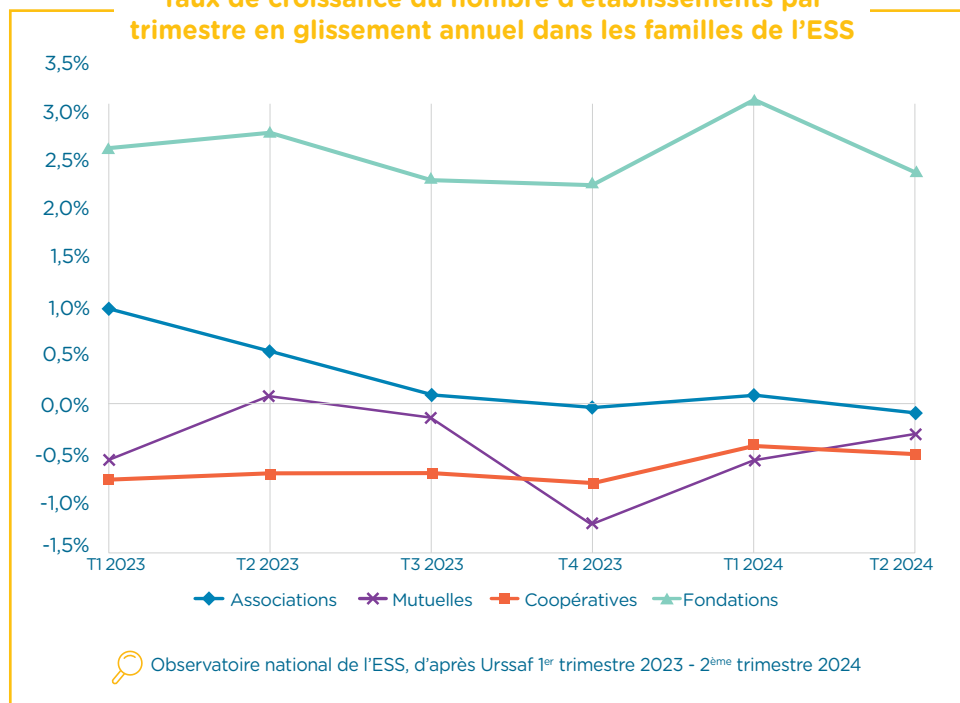
L'évolution du nombre d'établissements employeurs dans l'ESS semble désormais retrouver une situation conjoncturelle (- 0,1% au deuxième trimestre 2024 en glissement annuel) qui se rapproche de la tendance structurelle (- 0,3% en moyenne annuelle entre 2011 et 2021). Rappelons qu'il y a eu une phase conjoncturelle inédite de croissance du nombre d'établissements suite au covid avec une augmentation de +3,1% en 2021.

Cette tendance générale masque des dynamiques distinctes selon les familles de l'ESS. Le nombre d'établissements employeurs marque en effet

une baisse dans la plupart des familles de l'ESS : associations (- 0,1%), mutuelles (- 0,3%) et coopératives (- 0,5%). Cette tendance est encore plus marquée dans le privé hors ESS où le nombre d'établissements a connu une baisse sur un an (- 0,3%, hors micro-entreprises).

Les fondations bénéficient d'une dynamique inverse avec + 2,4% d'établissements sur un an à fin juin 2024. Le nombre de fondations est majoritairement concentré dans le sanitaire et social qui représente 66,2% de l'ensemble des fondations².

Taux de croissance du nombre d'établissements par trimestre en glissement annuel dans les familles de l'ESS





UNE DYNAMIQUE POSITIVE POUR L'EMPLOI

Les effectifs de l'ESS augmentent de + 31 257 emplois sur un an au premier semestre 2024. La plus forte variation des effectifs correspond à celle des fondations employeuses avec + 4,1% au premier semestre 2024 en glissement annuel. Les effectifs des fondations sont concentrés dans les secteurs de l'action sociale (47,9%) et la santé (32,7%)³ qui ont de fortes dynamiques d'emploi (cf. Dynamiques d'emplois dans les principaux secteurs de l'ESS).

Le nombre de postes augmente de + 2,7% sur un an au premier semestre 2024 dans les mutuelles. Cette croissance des effectifs est tirée par celle des activités sanitaires portées par les mutuelles (+ 3,7% pour les activités hospitalières, + 10,2% pour l'hébergement médicalisé). Le nombre de postes dans l'activité des mutuelles d'assurances connaît toujours une croissance beaucoup plus faible (+ 0,9% sur un an).

Les effectifs des coopératives ont augmenté de + 1,9% au premier semestre 2024 poursuivant une dynamique structurelle. Le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles poursuit sur sa dynamique (+2,7%).

Alors que les effectifs des activités financières et d'assurances accusent toujours une progression faible (+ 0,8%) et que ceux des coopératives du secteur de la construction voient une diminution de leurs effectifs (- 1,6%) similaire à celle du privé hors ESS.

Les associations connaissent une croissance de l'emploi avec + 1% au premier semestre 2024 en glissement annuel. Cette tendance est dynamisée par une reprise des emplois dans les associations culturelles (+ 7,1%) après deux trimestres marqués par des baisses d'effectifs et un maintien des dynamiques de hausse dans les secteurs de la santé (+ 3,2%) et de l'hébergement médico-social (+ 2,2%). Les secteurs moins dynamiques, comme l'action sociale sans hébergement (+ 1%) ou l'aide à domicile (- 0,6%) maintiennent leur rythme d'évolution.



ASSOCIATIONS

+ 1 %

d'emplois
soit **19 055** postes
supplémentaires



COOPÉRATIVES

+ 1,9 %

d'emplois
soit **3 345** postes
supplémentaires



MUTUELLES

+ 2,7 %

d'emplois
soit **3 321** postes
supplémentaires



FONDACTIONS

+ 4,1 %

d'emplois
soit **5 537** postes
supplémentaires



DES HAUSSES DE SALAIRES TOUJOURS INFÉRIEURES À L'INFLATION

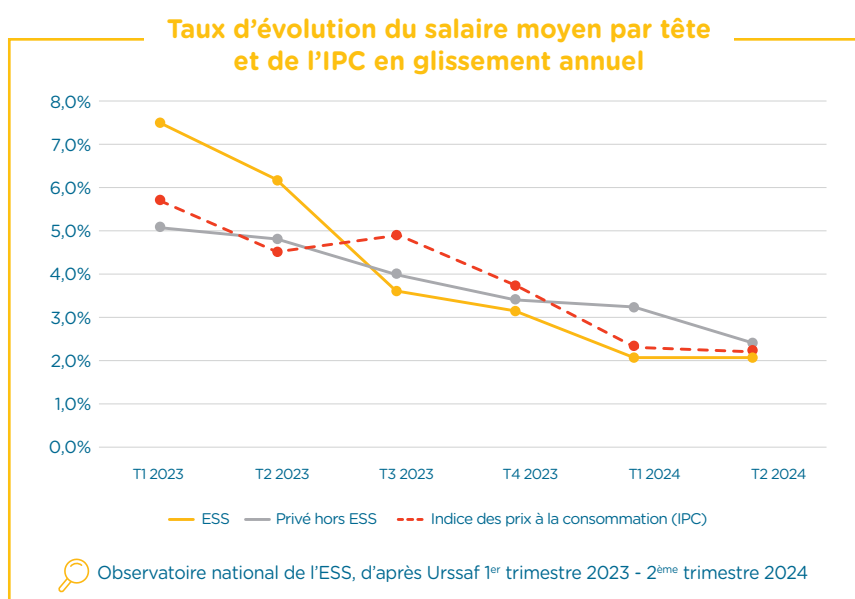
Le salaire moyen par tête (SMPT) progresse sur un an de + 2,1% dans l'ESS et de + 2,4% dans le privé hors ESS à fin juin 2024, alors que l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de + 2,2% sur cette même période⁴. Ainsi, en dépit d'une désinflation, l'ESS rencontre toujours des difficultés pour prendre en compte l'inflation.

Dans le détail, les salaires ont augmenté plus vite que l'inflation uniquement dans les coopératives (+ 2,5% en glissement annuel). Les augmentations de salaires ont été de + 2,1% dans les associations et les mutuelles et de + 1% dans les fondations.

Les augmentations de salaires ont été absorbées par le rythme de l'inflation qui, même s'il ralentit, est devenu plus élevé que le rythme de l'augmentation des salaires de l'ESS à partir du troisième trimestre 2023 (cf. graphique).

Dans ce contexte, des disparités régionales dans la prise en compte de l'inflation montrent que l'évolution des salaires est supérieure à celle de l'inflation en Île-de-France, à la Réunion et en Martinique alors que les régions Occitanie, Guadeloupe et Corse ont une évolution des salaires de l'ESS inférieure à celle de l'inflation.

De manière générale, la conjoncture de l'économie française reste marquée par une consommation stable et un taux d'épargne élevé en moyenne. Ainsi, la confiance des ménages se remet très lentement de l'inflation⁵.





DYNAMIQUES D'EMPLOIS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ESS

HÉBERGEMENT SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL



+ 11 579 emplois **+2,7%**

Les effectifs augmentent de plus de 2% dans les secteurs de l'hébergement médicalisé pour personnes âgées (+ 3,7%), de l'hébergement médicalisé pour enfants en situation de handicap (+ 2,3%) et de l'hébergement social pour enfants en difficultés (+ 5,3%).

Solde net et évolution de l'emploi en glissement annuel entre le **2^{ème} trimestre 2023** et le **2^{ème} trimestre 2024**

Secteurs définis à partir de la Nomenclature d'Activité Française (NAF) de l'Insee

SANTÉ



+ 8 887 emplois **+4,3%**

La croissance des effectifs poursuit sa dynamique par les activités de médecines généralistes (+ 13,8%) et spécialistes (+ 6%) ainsi que les activités hospitalières (+ 4,2%).



ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT (HORS AIDE À DOMICILE)

+1,2 %

+ 5 374 emplois



Les emplois retrouvent une croissance similaire à celle du 4^{ème} trimestre 2022, tirés par les secteurs de l'accompagnement d'adultes handicapés ou de personnes âgées (+ 3,4%) et de l'accompagnement d'enfants handicapés (+ 4,1%).

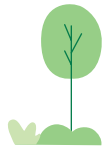


ARTS & SPECTACLES



+ 3 888 emplois **+7,7 %**

L'emploi retrouve sa dynamique de croissance de la fin 2022 avec une reprise des effectifs du spectacle vivant (+ 10,2%) et de la gestion de salles de spectacles (+ 2,1%).



ENSEIGNEMENT



+ 2 111 emplois **+0,9%**

La croissance des emplois continue sa légère progression tirée par l'enseignement secondaire technique ou professionnel (+ 3,9%).





DYNAMIQUES D'EMPLOIS DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS DE L'ESS



+ 1 586
emplois

+1,3%



SPORTS ET LOISIRS

Les effectifs du secteur poursuivent leur rythme de croissance avec notamment la dynamique des activités récréatives et de loisirs (+ 4,4%).



ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

l'emploi augmente très légèrement suivant la dynamique des activités de placements (+ 1,1%) et d'assurance (+ 1,3%) des banques coopératives.

+ 1 570
emplois

+1%



+ 811
emplois

+2,8%



HÉBERGEMENT & RESTAURATION

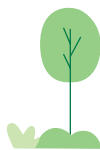
La croissance de l'emploi de ce secteur de l'ESS augmente au premier semestre, tirée par le dynamisme du tourisme social (+ 4,1%).

COMMERCE

Les emplois dans le commerce de gros maintiennent leur progression (+ 2,8%) alors que les activités de commerce de détail ont une dynamique de croissance moins rapide (+ 1,3%).

+ 706
emplois

+2,2%



- 191
emplois

-0,1%



AIDE À DOMICILE

Les structures de l'aide à domicile de l'ESS continuent à perdre des emplois à un rythme moins élevé qu'au quatrième trimestre 2023 (- 0,8%). Les effectifs des entreprises privées hors ESS de ce secteur gagnent toujours + 6% sur un an.



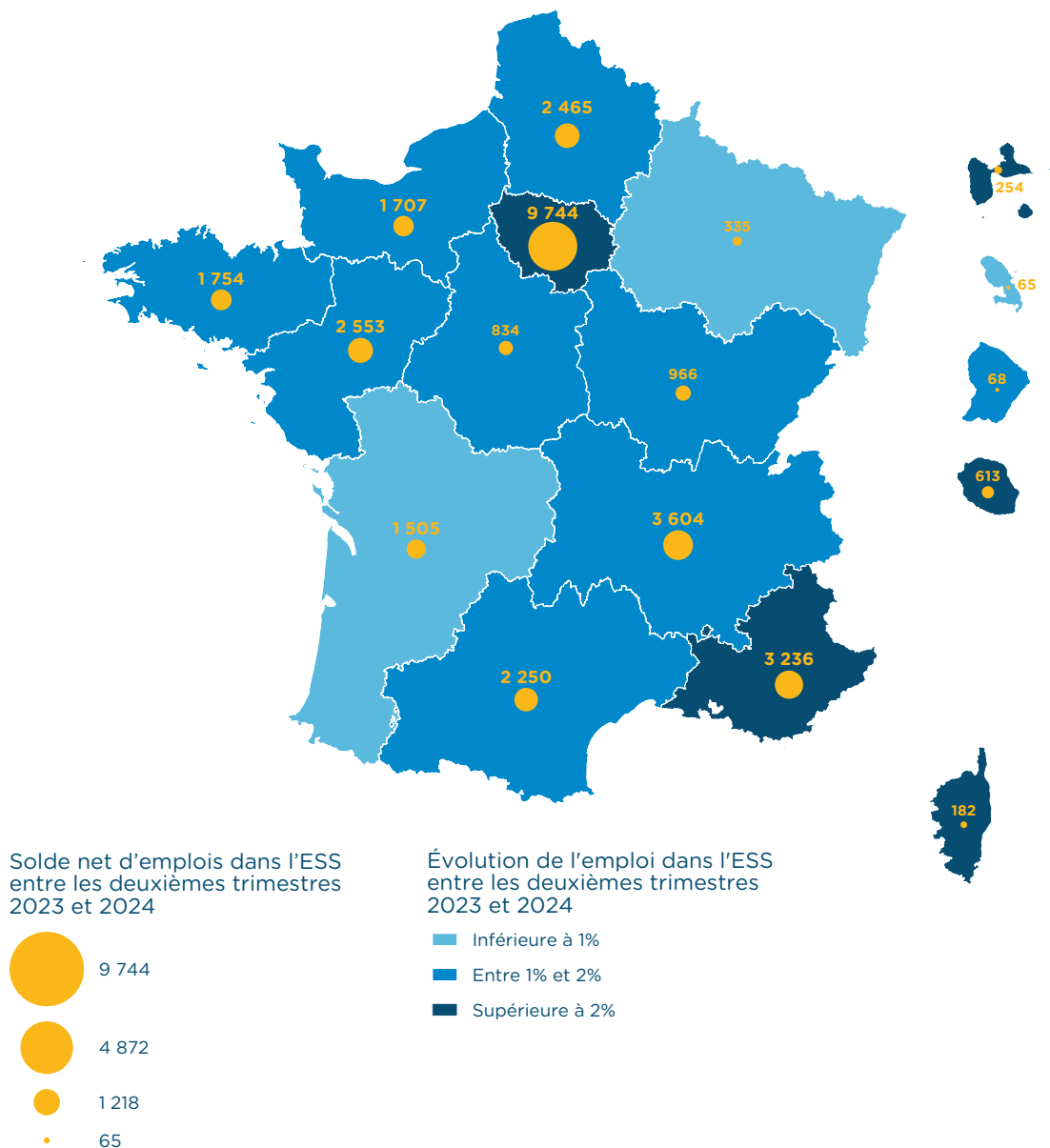
DYNAMIQUES RÉGIONALES DE L'EMPLOI DANS L'ESS

2^{ème} trimestre 2023 - 2^{ème} trimestre 2024

Les évolutions régionales de l'emploi sont plus homogènes par rapport à la précédente note de conjoncture oscillant entre + 0,2% en Grand Est et + 2,7% en Corse. On peut distinguer trois types de régions. Des régions bénéficient à la fois d'une forte évolution de l'emploi et ont un solde net d'emplois important (Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes). D'autres régions montrent une évolution positive mais moins soutenue de l'emploi avec des soldes nets d'emplois significatifs mais moins élevés (Pays de la Loire, Bretagne, Normandie). Enfin, des régions montrent une évolution faible de l'emploi et ont un solde net d'emplois moins élevé (Grand Est, Martinique, Guyane).



Évolution de l'emploi salarié dans l'ESS en glissement annuel (solde net et évolution)





MÉTHODOLOGIE GÉNÉRALE

Dans le cadre d'un partenariat entre l'Union nationale de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) et l'Observatoire national de l'Ess, ESS France produit chaque semestre une analyse de la conjoncture de l'emploi dans l'Ess.

Les données analysées sont issues de la base Séquoia de l'Acoss et des Urssaf qui centralise les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs du secteur privé relevant du régime général : le bordereau de cotisations (Brc) et la déclaration sociale nominative (Dsn) qui s'y substitue progressivement depuis mars 2015.

L'effectif salarié correspond au nombre de salariés de l'établissement ayant un contrat de travail au dernier jour du trimestre. Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Les données sur les évolutions et les soldes nets d'emplois sont calculées en glissement annuel entre deux trimestres.

Une part (8 %) des effectifs salariés de l'Ess relève du régime agricole dont le recouvrement des cotisations sociales est assuré par la Mutualité sociale agricole (Msa), ils sont exclus de cette analyse. Il s'agit dans l'Ess principalement des effectifs salariés du secteur agricole et agroalimentaire, et de certaines entreprises relevant de la Msa (ADMR, Crédit agricole et Groupama par exemple).



PARTENAIRES DE LA PUBLICATION



Créée en 2014, la **Chambre française de l'économie sociale et solidaire**, dénommée ESS France, assure, au plan national, la représentation et la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS). Elle assure à cet effet, au bénéfice des entreprises du secteur, la représentation auprès des pouvoirs publics nationaux des intérêts de l'ESS.

ESS France est constituée par les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations et fonds de dotation, et entreprises commerciales de l'ESS), par des chambres régionales de l'économie sociale et solidaire (CRESS) et tout autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités.

ESS France - 34 bis Rue Vignon - 75009 Paris

www.ess-france.org

@ESS_France

Caisse d'Epargne est un réseau de 15 banques coopératives régionales expertes de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) & de l'innovation sociale. Caisse d'Epargne compte 160 000 associations, fondations, entreprises sociales clientes, auxquelles elle accorde chaque année 700 millions à 1 milliard d'euros de financements (Contrôle de gestion BPCE 2016-2023). 20 000 associations gestionnaires et entreprises de l'ESS sont accompagnées localement par 130 conseillers spécialisés qui leur apportent des réponses sur-mesure. Banque engagée et solidaire, aussi proche de ses clients que de leurs valeurs, Caisse d'Epargne porte une stratégie durable et responsable à travers une politique de RSE ancrée dans son histoire.

La Caisse d'Epargne soutient l'Observatoire national de l'ESS depuis sa création en 2010.

Caisse d'Epargne - BPCE - 7 promenade Germaine Sablon - 75013 Paris

www.caisse-epargne.fr/associations-ess/

Suivre l'actualité de l'entrepreneuriat dans l'ESS

